



# CONVENTION SUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

Distribution : Générale

PNUE/CMS/COP11/Doc.23.4.1.1  
8 août 2014

Français  
Original : Anglais

11<sup>e</sup> SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES  
Quito, Équateur, 4-9 novembre 2014  
Point 23.4.1 de l'ordre du jour

## EXAMEN DE L'APPLICATION DES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES À LA CMS

### Résumé

La Résolution 10.3 sur le rôle des réseaux écologiques a appelé un projet d'étude stratégique et une série de projets d'études de cas évaluant la pertinence des réseaux écologiques pour les espèces migratrices dans le but de guider la mesure à prendre dans le prochain triennat. Ces documents ont été révisés par la 18<sup>ème</sup> réunion du Conseil Scientifique.

La résolution a aussi noté les processus en oeuvre au sein de la Convention sur la Biodiversité (CBD), peut aider dans l'identification des habitats importants pour les cycles de vie des espèces migratrices marines listées sur les annexes de la CMS. L'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) a entrepris une étude du processus de la Convention sur la diversité biologique relatif aux aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB), en ce qui concerne les espèces migratrices marines. Des résultats préliminaires de l'étude ont été présentés lors de la 18<sup>ème</sup> réunion du Conseil Scientifique.

La Conférence des Parties est invitée à : constater les progrès faits à ce jour dans la compilation des études de cas et l'étude GOBI, considérer le projet d'étude stratégique, et adopter le projet de résolution annexé à ce document afin d'avancer le travail de la Convention en ce qui concerne les réseaux écologiques et les espèces migratrices.

## EXAMEN DE L'APPLICATION DES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES À LA CMS

*(Préparé par le Secrétariat PNUE/CMS)*

1. Les réseaux écologiques ont été l'une des principales questions de politique générale examinées à la dixième réunion de la Conférence des Parties (novembre 2011, Bergen, Norvège), faisant avancer les précédents débats menés lors des 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> réunions du Conseil scientifique (PNUE/CMS/ScC16/Inf.15) et de la 37<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent (PNUE/CMS/StC37/17). Les débats ont tiré parti du rapport d'évaluation urgente intitulé « Planète vivante : planète connectée – prévenir la fin des migrations des animaux sauvages dans le monde par des réseaux écologiques » et d'un document d'information générale (PNUE/CMS/Conf.10.39/Rev.1).

2. La Résolution 10.3 (PNUE/CMS/Res.10.3) sur le rôle des réseaux écologiques a été adoptée en conséquence à la COP10. La résolution demande aux Parties de prendre des mesures pour une mise en œuvre au niveau national et prie le Conseil scientifique et le Secrétariat de fournir d'autres informations, de sorte que la COP11 puisse prendre une décision éclairée pour promouvoir l'approche des réseaux écologiques dans le cadre de la Convention, afin de répondre aux besoins des espèces migratrices. La COP10 a demandé l'établissement de deux rapports : une étude stratégique (paragraphe 9, Res.10.3) et une série d'études de cas (paragraphe 10, Res.10.3), illustrant comment les réseaux écologiques peuvent être appliqués à la conservation de taxons spécifiques d'espèces migratrices.

3. La création officielle d'un Réseau de sites importants pour les tortues marines pendant la dernière période triennale (sous forme de résolution adoptée par les États Signataires au Mémoire d'accord (MdE) de la CMS sur les tortues marines de l'IOSEA, en janvier 2012, PNUE/CMS/COP11/ Inf.24), est un excellent exemple d'une telle initiative déjà réalisée au sein de la Famille CMS. Les travaux pionniers concernant l'élaboration de critères objectifs et scientifiquement robustes pour déterminer l'importance des sites, sous forme de critères d'évaluation du réseau de sites de l'IOSEA (PNUE/CMS/ COP11/Inf.25), sont un exemple à prendre à compte dans d'autres instruments.

4. Le Secrétariat a consolidé lui-même les études de cas (PNUE/CMS/ COP11/Inf.22), en raison d'un manque de contributions volontaires. Grâce à l'appui financier de la Norvège, l'étude stratégique (PNUE/CMS/COP11/Doc.23.4.1.2) a été élaborée et les études de cas ont fait l'objet d'un examen externe. Les documents définitifs présentés à la COP11 ont pris en compte les observations faites à la 18<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique, sur la base des avant-projets préliminaires et des présentations orales.

5. La Résolution 10.3 considère également que les espèces migratrices méritent qu'on leur accorde une attention particulière dans le cadre de la conception et de la réalisation d'initiatives visant à promouvoir les réseaux écologiques, de sorte que les aires sélectionnées soient suffisantes pour répondre aux besoins de ces espèces durant tout leur cycle de vie et dans l'ensemble de leur aire de répartition. Tout particulièrement, la résolution a invité, si nécessaire, à étudier l'applicabilité des réseaux écologiques aux espèces marines (paragraphe 8, Res.10.3).

6. De plus, la Résolution 10.3 reconnaît que des processus, des ateliers et des outils sont en cours dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CBD), pouvant aider à identifier les habitats importants pour le cycle de vie des espèces migratrices inscrites aux

Annexes de la CMS. L'un de ces processus concerne la description des aires correspondant aux critères d'aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB), entrepris actuellement par le biais d'une collaboration scientifique entre des experts spécialisés, afin de mieux comprendre la biodiversité marine et d'appuyer les initiatives nationales visant à atteindre les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, (voir la décision XI/17 de la CBD). À ce jour, neuf ateliers régionaux ont eu lieu pour décrire les aires marines dans et au-delà des limites de la juridiction nationale qui remplissent les critères AIEB. Environ 68% des zones océaniques de la planète ont été examinées par cette série d'ateliers et à ce jour 122 pays et 113 organisations ont été impliqués (certains d'entre eux ont participé à plus d'un atelier). Les résultats de deux ateliers ont déjà été examinés durant la 11<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la CBD (2012) et les résultats des sept autres ateliers ont été examinés durant la 18<sup>ème</sup> réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (Juin 2014) et sera de nouveau examiné par la 12<sup>ème</sup> réunion de la Conférence des Parties en octobre 2014.

7. Une étude réalisée par l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) (PNUE/CMS/COP11/Inf.23) a évalué les AIEB décrites à ce jour en ce qui concerne les espèces migratrices (en mettant l'accent sur les espèces inscrites aux Annexes de la CMS), a déterminé comment les espèces migratrices ont été prises en compte dans leurs descriptions et a fait des conclusions préliminaires comme si les données scientifiques et informations décrivant les AIEB peuvent contribuer à la conservation des espèces migratrices dans les aires marines situées à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, tout particulièrement en ce qui concerne les réseaux écologiques et la connectivité. Un résumé par écrit des résultats initiaux préliminaires de l'étude préparé par GOBI a été examiné lors de la 18<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique.

**Action requise:**

Le Conseil scientifique est invité à:

- a) Prendre note des progrès accomplis durant la dernière période triennale depuis 2011, y compris l'élaboration et le lancement d'un réseau de sites pour les tortues marines par la CMS / MdE des tortues marines pour l'Océan Indien et l'Asie du Sud-Est accompagné d'une série de critères robustes visant à légitimer le processus de sélection des sites (PNUE/CMS/COP11/Inf.24, PNUE/CMS/ COP11/Inf.25).
- b) Prendre note de la compilation d'études de cas (PNUE/CMS/ COP11/Inf.22).
- c) Examiner le projet d'étude stratégique, (PNUE/CMS/ COP11/Doc.23.4.1.2).
- d) Prendre note de l'étude réalisée par GOBI sur les AIEB et les espèces migratrices marines (PNUE/CMS/ COP11/Inf.23).
- e) Adopter le projet de résolution annexé sur la promotion des réseaux écologiques pour répondre aux besoins des espèces migratrices et promouvoir la connectivité.

## ANNEXE

### PROJET DE RÉSOLUTION

#### PROMOUVOIR LES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ESPÈCES MIGRATRICES

*Profondément préoccupée* par le fait que les habitats des espèces migratrices sont de plus en plus fragmentés dans l'ensemble des biomes terrestres, d'eau douce et marins;

*Rappelant* la Résolution 10.3 sur le rôle des réseaux écologiques dans la conservation des espèces migratrices, qui souligne l'importance cruciale de la connectivité pour la conservation et la gestion dans le cadre de la CMS, invite à étudier l'applicabilité des réseaux écologiques aux espèces migratrices marines, et demande aux Parties, au Conseil scientifique et au Secrétariat d'accomplir un certain nombre de tâches pour la 11<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties et au delà;

*Rappelant en outre* la Résolution 10.19 sur le changement climatique, qui exhorte les Parties à améliorer la résilience des espèces et de leurs habitats face au changement climatique, au moyen d'une conception adéquate des réseaux écologiques, en veillant à ce que les sites soient suffisamment vastes et variés en termes d'habitats et de topographie, en renforçant la connectivité physique et écologique entre les sites, et en envisageant la création d'aires protégées saisonnières;

*Réaffirmant* l'Objectif 10 du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 (PNUE/CMS/COP11/Doc.15.2), qui prévoit que « tous les habitats et les sites essentiels pour les espèces migratrices sont identifiés et inclus dans des mesures de conservation par zone, afin de maintenir leur qualité, intégrité, résilience et fonctionnement, conformément à la mise en œuvre de l'Objectif 11 d'Aichi », lequel prévoit qu'au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières « sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin »;

*Se félicitant* des progrès accomplis dans la réalisation d'une étude stratégique sur les réseaux écologiques, grâce à une contribution volontaire de la Norvège (PNUE/CMS/COP11/Doc.23.4.1.2), et la compilation d'études de cas illustrant comment les réseaux écologiques ont été utilisés comme stratégie de conservation pour différents groupes taxonomiques d'espèces visées par la CMS (PNUE/CMS/COP11/Inf.22), comme demandé dans la Résolution 10.3;

*Exprimant sa satisfaction* à l'égard de la création officielle et du lancement d'un Réseau de sites importants pour les tortues marines, dans le cadre du Memorandum d'entente de la CMS sur les tortues marines de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est (IOSEA); mettant l'accent en particulier sur l'élaboration de critères robustes visant à légitimer le processus de sélection des sites;

*Reconnaissant* que les mesures de conservation basées sur les aires transfrontalières incluant les réseaux des aires protégées et autres aires de gestion peuvent jouer un rôle

important dans l'amélioration de l'état de conservation des espèces migratrices en contribuant aux réseaux écologiques et en promouvant la connectivité particulièrement quand les animaux migrent pour de longues distances à travers et en dehors des frontières de la juridiction nationale ;

*Reconnaissant* les progrès faits par quelques Parties et autres pays de l'Aire de répartition avec l'établissement de mesures de conservation sur les aires transfrontalières servant de base pour les réseaux écologiques et promouvant la connectivité, par exemple à travers le Traité KAZA sur les aires de conservation transfrontalières (ACTF), signé par l'Angola, le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe le 18 août 2011, qui couvre une vaste région écologique de 519 912 km<sup>2</sup> dans cinq pays et comprend 36 parcs nationaux, réserves de chasse, réserves forestières et aires de conservation communautaires, et *rappelant* également que la région KAZA abrite au moins 50% de tous les éléphants d'Afrique (Annexe II), 25% des chiens sauvages d'Afrique (Annexe II), et un nombre important d'oiseaux migrateurs et d'autres espèces visées par la CMS;

*Reconnaissant* que les aires importantes pour les oiseaux et la biodiversité, terrestres et marines, identifiées par Birdlife International sous le critère A4 (concentrations migratrices), comprennent les réseaux écologiques les plus exhaustifs pour les sites importants internationaux pour tout groupe d'espèces migratrices qui doivent être préservé efficacement et géré de manière durable sous les cadres légaux appropriés;

*Prenant note avec intérêt* de plusieurs processus de l'UICN qui peuvent contribuer à la conservation des espèces migratrices et, lorsqu'ils seront adoptés, peuvent promouvoir les réseaux écologiques et la connectivité, tels que le projet de lignes directrices sur les meilleures pratiques en matière de conservation transfrontalière de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (UICN-CMAP), rédigé par le Groupe de spécialistes de la conservation transfrontalière de l'UICN-CMAP et par l'équipe de travail conjointe de la Commission pour la survie des espèces et de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN sur les aires protégées pour les mammifères marins, afin d'élaborer des critères d'identification des aires importantes pour les mammifères marins (AIMM);

*Reconnaissant* que la capacité à suivre de plus en plus facilement les déplacements des animaux à l'échelle mondiale permettra d'améliorer substantiellement la base de connaissances pour une prise de décision éclairée dans le domaine de la conservation, par le biais d'initiatives de suivi spatial mondiales telles qu'ICARUS (Coopération internationale pour la recherche animale utilisant l'espace), dont la mise en œuvre est prévue sur la Station spatiale internationale par les centres aérospatiaux allemand et russe (DLR et Roscosmos) d'ici la fin 2015;

*Reconnaissant* que pour répondre à leurs besoins à tous les stades de leur cycle de vie, les espèces migratrices marines sont tributaires de toute une gamme d'habitats dans l'ensemble de leur aire de répartition à la fois à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale

*Reconnaissant en outre* que l'approche de la CMS en matière de mesures de conservation coordonnée et de gestion au sein d'aire de répartition peut contribuer au développement des réseaux écologiques et promouvoir la connectivité qui sont pleinement conformes au droit de la mer en fournissant une base aux États de l'aire de répartition qui partagent la même vision pour prendre des mesures individuelles au niveau national et pour

leurs navires battant pavillon dans les aires marines à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, et pour coordonner ces mesures dans l'ensemble de l'aire de répartition des espèces concernées;

*Ayant connaissance* du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, y compris ses délibérations concernant les mesures de conservation par zone et l'évaluation de l'impact environnemental dans les aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale;

*Rappelant* la Résolution 10.3, qui reconnaît les processus, les ateliers et les outils en cours dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique pouvant aider à identifier les habitats importants pour le cycle de vie des espèces migratrices marines inscrites aux Annexes de la CMS;

*Se félicitant* des progrès accomplis dans le cadre du processus engagé par la Convention sur la diversité biologique, qui a organisé des ateliers régionaux couvrant environ 78% des zones océaniques de la planète, afin de décrire scientifiquement les aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB) nécessitant une protection dans la haute mer et les eaux profondes;

*Estimant* que certains critères scientifiques appliqués pour décrire les AIEB intéressent particulièrement les espèces migratrices marines, à savoir: 'importance particulière pour les stades du cycle de vie des espèces', 'importance pour les espèces et/ou habitats menacés, en danger ou en déclin', 'vulnérabilité, fragilité, sensibilité ou récupération lente' et 'productivité biologique';

*Reconnaissant* que la description des aires qui répondent aux critères scientifiques des AIEB a été entreprise à ce jour pour chaque site pris individuellement, sans faire référence à la contribution potentielle de ces aires ou des données scientifiques et informations utilisées pour les décrire, aux réseaux écologiques et à la promotion de la connectivité;

*Consciente* du fait que les espèces migratrices marines fournissent une base utile pour examiner plus avant la contribution potentielle des données scientifiques et informations utilisées pour décrire les AIEB dans le développement des réseaux écologiques et la promotion de la connectivité, en étudiant si ces données et informations peuvent aider à répondre aux besoins des espèces migratrices marines qui utilisent de multiples habitats durant tous les stades de leur cycle de vie et dans l'ensemble de leur aire de répartition; et

*Accueillant avec satisfaction*, comme contribution à l'étude stratégique sur les réseaux écologiques, l'examen effectué par l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) sur les AIEB et les espèces migratrices marines pour déterminer comment les espèces migratrices marines ont été prises en compte dans la description des AIEB et, par le biais d'études de cas préliminaires sur les cétacés, les oiseaux marins et les tortues marines, pour étudier comment les données scientifiques et informations décrivant les AIEB peuvent potentiellement contribuer à la conservation des espèces migratrices marines dans les aires marines à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, en particulier en respect avec les réseaux écologiques et la connectivité;

*La Conférence des Parties à la  
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Exprime sa gratitude* au Gouvernement norvégien pour le financement des travaux sur l'étude stratégique et les projets d'études sur les réseaux écologiques intersession;
2. *Prend note* de la compilation d'études de cas sur les réseaux écologiques (PNUE/CMS/COP11/Inf.22);
3. *Approuve* les recommandations formulées dans l'étude stratégique sur les réseaux écologiques (PNUE/CMS/COP11/Doc.23.4.1.2), figurant dans l'Annexe I à la présente résolution;
4. *Prie* les Parties et *invite* tous les autres États de l'aire de répartition, les organisations partenaires et le secteur privé à fournir des ressources financières et un appui en nature pour aider à mettre en œuvre les recommandations contenues dans la présente résolution, y compris l'Annexe I;
5. *Encourage* les Parties à fournir des ressources financières et un appui en nature pour soutenir et renforcer les initiatives actuelles sur les réseaux écologiques au sein des instruments de la Famille CMS, telles que le Réseau de sites d'Asie occidentale et centrale pour la grue de Sibérie et d'autres oiseaux d'eau migrateurs, et le nouveau Réseau de sites importants pour les tortues marines de l'IOSEA;
6. *Engage* les Parties à développer des mesures de conservation basées sur les aires transfrontalières y compris les systèmes protégés et autres aires, lorsqu'elles mettent en œuvre le mandat de la CMS concernant les réseaux écologiques, et à renforcer et à utiliser les initiatives existants, tels que les aires de conservation transfrontalières KAZA;
7. *Prie instamment* les Parties de promouvoir les réseaux écologiques et la connectivité, au moyen, par exemple, de la création d'autres réseaux de sites au sein de la Famille CMS ou dans d'autres instances et processus, en utilisant des critères scientifiquement robustes pour identifier les sites importants pour les espèces migratrices et en favorisant leur conservation et leur gestion coordonnées à l'échelle mondiale, avec l'aide du Conseil scientifique de la CMS, selon qu'il convient;
8. *Invite* les non-Parties à travailler en étroite collaboration avec les Parties pour gérer les populations transfrontalières d'espèces visées par la CMS, y compris en rejoignant la CMS et ses instruments associés, afin de soutenir le développement et la mise en œuvre des réseaux écologiques à l'échelle mondiale;
9. *Invite également* la Convention sur la Biodiversité, la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention sur le patrimoine mondial, la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), et les autres, à utiliser les réseaux écologiques existants, tels que les régions importantes pour les oiseaux et la biodiversité de BirdLife International, pour évaluer et identifier les lacunes dans la couverture des aires protégées, et sécuriser la conservation et la gestion durable de ces réseaux, le cas échéant;
10. *Prie* les Parties d'adopter et de mettre en œuvre ces lignes directrices élaborées par la

CMS et par d'autres processus pertinents, qui visent à promouvoir la connectivité et à enrayer sa perte, par exemple par des dispositions d'orientation pratique pour éviter que des projets d'aménagement d'infrastructures perturbent les mouvements des espèces migratrices;

11. *Encourage* les Parties, les autres États de l'aire de répartition et les organisations compétentes à appliquer les lignes directrices sur les meilleures pratiques en matière de conservation transfrontalière de l'UICN-CMAP et les critères d'identification des aires importantes pour les mammifères marins (AIMM) élaborés par l'équipe spéciale conjointe de la Commission pour la survie des espèces et de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN sur les aires protégées pour les mammifères marins, lorsqu'ils seront adoptés par l'UICN;

12. *Engage* les Parties et *invite* les autres États de l'aire de répartition et les organisations compétentes à utiliser Movebank, ICARUS et d'autres outils pour mieux comprendre les mouvements des espèces visées par la CMS, y compris la sélection des espèces en danger dont l'état de conservation bénéficierait le plus d'une meilleure compréhension de l'écologie de leurs déplacements;

13. *Encourage* la Convention sur la biodiversité à poursuivre la couverture mondiale des descriptions des AIEB, en notant que la décision XI/17 de la COP CBD stipule que la description des aires respectant les critères scientifiques des AIEB est un processus évolutif autorisant des mises à jour;

14. *Demande* aux Parties, aux États de l'aire de répartition, aux organisations compétentes et à des experts individuels au sein de la communauté de chercheurs et d'écologistes, de collaborer et participer activement au processus relatif aux AIEB et de mobiliser toutes les données et informations disponibles sur les espèces migratrices marines, pour faire en sorte que le processus futur des AIEB ait accès aux meilleures informations scientifiques disponibles concernant les espèces migratrices marines;

15. *Invite* les Parties, les autres États de l'aire de répartition et les organisations internationales compétentes à examiner les résultats préliminaires de l'étude GOBI (PNUE/CMS/COP11/Inf.23) en ce qui concerne les AIEB et les espèces migratrices marines, lorsqu'ils s'engagent plus avant dans le processus relatif aux AIEB et lorsqu'ils envisagent par la suite des mesures de conservation et de gestion, et *invite par ailleurs* une étude plus approfondie réalisée par GOBI pour explorer le potentiel pour les données scientifiques et informations décrivant les AIEB à contribuer à la conservation des espèces migratrices dans les aires marines à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, particulièrement en respectant les réseaux écologiques et la connectivité ;

16. *Prie* le Secrétariat de partager les résultats de l'étude initiale GOBI avec les instances concernées, y compris la Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité;

17. *Demande par ailleurs* aux Parties et au Secrétariat de porter cette résolution et l'expérience de la CMS adéquate à identifier les voies de migration pour les espèces migratrices marines, les habitats critiques et les principales menaces et promouvant des mesures de conservation et de gestion coordonnées dans l'ensemble de l'aire de répartition, dans les aires marines situées à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, , à l'attention du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à



l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale à l'occasion de sa prochaine réunion en janvier 2015 dans ses délibérations inter-alia concernant, entre autres, les mesures de conservation par zone et l'évaluation de l'impact environnemental, et

18. *Réaffirme* la Résolution 10.3 sur les réseaux écologiques et *prie instamment* les Parties, le Conseil scientifique et le Secrétariat d'examiner les actions en cours ou périodiques.

## **Annexe I à la Résolution**

### **RECOMMANDATIONS POUR FAIRE PROGRESSER LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ESPÈCES MIGRATRICES**

Les recommandations ci-dessous sont tirées du rapport « Les réseaux écologiques, une étude stratégique des aspects relatifs aux espèces migratrices » qui a été compilé en réponse à la résolution 10.3 de la COP (2011) et a été fourni à la COP11 dans le document PNUE/CMS/COP11/Doc23.4.1.2).

#### **REPRISE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA RESOLUTION 10.3**

Un programme d'action sur les réseaux écologiques dans le cadre de la CMS a été défini dans la Résolution 10.3, et reste applicable. Les points-clé sont résumés (en forme paraphrasée) ci-dessous. Les principales opportunités dans l'avenir reposent sur la réalisation de ces dispositions opérationnelles.

La Résolution 10.3 invite et encourage les Parties et autres à (*entre autres*) :

- Collaborer à identifier, désigner et maintenir des réseaux écologiques détaillés et cohérents des sites protégés et de tout site adéquat d'importance nationale ou internationale pour les animaux migrateurs;
- améliorer la qualité, le suivi, la gestion, l'étendue, la répartition et la connectivité des aires protégées terrestres et aquatiques, y compris les zones marines, de manière à répondre le plus efficacement possible aux besoins des espèces migratrices tout au long de leurs cycles de vie et à travers l'ensemble de leurs aires de migration, notamment leurs besoins de zones d'habitat favorables à leur résilience au changement (y compris le changement climatique);
- expliciter la relation entre les zones importantes pour les espèces migratrices et les autres zones qui peuvent être écologiquement liées à eux, par exemple comme des couloirs d'accès ou des zones de reproduction liées à des zones de non-production, aux sites d'étapes ou aux aires d'alimentation et de repos;
- de faire plein usage de tous les outils et mécanismes complémentaires existants pour l'identification et la désignation des sites critiques et des réseaux de sites pour les espèces et populations migratoires, par exemple par de nouvelles désignations de zones humides d'importance internationale (sites Ramsar);
- choisir des zones pour la mise en œuvre de mesures de protection et conservation adéquates répondant aux besoins des espèces migratrices, dans la mesure du possible tout au long de leur cycles de vie et à travers l'ensemble de leurs aires de migration;
- définir, au niveau des réseaux, des objectifs pour la conservation des espèces migratrices au sein d'une aire protégée et des systèmes équivalents de conservation par zone, relatifs par exemple, à la restauration d'habitats fragmentés et la suppression des barrières à la migration ;

## **AUTRES RECOMMANDATIONS POUR FAIRE AVANCER LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DES RESEAUX ECOLOGIQUES**

D'autres possibilités et recommandations découlant de l'étude stratégique sont énoncées dans les rubriques ci-dessous: Les points marqués d'un astérisque (\*) ont été informés par des exemples de pratiques utiles révélés par les études de cas compilés par le Secrétariat de la CMS et présentés dans le document PNUE/CMS/COP11/Inf.22).

### **Définir les objectifs du réseau**

- 1 Définir un objectif commun auquel tous les domaines constitutifs contribuent et une vision partagée par toutes les entités coopérantes\*.
- 2 Être clair quant à la fonction de conservation en cours d'exécution par le système dans son ensemble, ainsi que par un site quelconque en son sein.
- 3 définir des objectifs pour une autonomie et une cohérence de l'ensemble du système, en terme d'intégrité fonctionnelle, représentativité, gestion des risques, viabilité écologique et répartition des objectifs, le cas échéant.

### **S'assurer que les réseaux ont une portée suffisamment holistique**

- 4 comme pour les zones officiellement protégées, considérer d'inclure d'autres sites spéciaux, des corridors d'accès, des terrains gérés par la communauté, l'ensemble du tissu terrestre/marin qu'ils occupent et les processus écologiques qui les relie.
- 5 se faire une idée générale sur la façon dont ces différents composants s'entremêlent
- 6 viser à couvrir, le cas échéant, les exigences pour l'aire de migration et le cycle de vie des animaux concernés.
- 7 considérer comment le réseau va traiter les facteurs temporels et spatiaux ; par exemple le comportement des animaux ou la répartition de l'eau, de la nourriture, du vent, les lignes de visibilité/visibilité, les prédateurs, les proies, les interférences humaines ; de façon à ce que les facteurs critiques qui apparaissent dans le paysage conformément (par exemple) à une succession des saisons soient pris suffisamment en compte.
- 8 intégrer les facteurs socio-économiques assurant que le réseau prenne en compte les besoins des gens, leurs moyens de subsistance et leurs coutumes sociales, le cas échéant.\*

### **S'assurer des bénéfices fonctionnels de la connectivité**

- 9 concevoir le réseau en fonction des besoins écologiques fonctionnels en jeu, y compris les deux dimensions spatiale et temporelle ainsi que les facteurs qui limitent le succès de la conservation.\*
- 10 considérer comment la dimension « connectivité » du réseau peut contribuer à l'élimination des obstacles à la migration, y compris la perturbation, la fragmentation de l'habitat et les discontinuités dans la qualité de l'habitat ainsi que les obstacles physiques les plus évidents.

11 établir clairement les relations fonctionnelles entre les lieux qui sont importants pour soutenir le processus de migration au niveau de l'écosystème et à l'échelle du réseau.

12 déterminer clairement comment notamment les contributions individuelles dans le réseau aident à atteindre l'objectif total.

13 vérifier, où cela est possible, les hypothèses sur les facteurs intuitifs de connectivité, par exemple l'importance supposée des facteurs structurels dans le paysage.

### **Autre facteurs de conception**

14 adapter le réseau donné aux schémas migratoires particuliers des animaux concernés, qu'ils voyagent sur terre, dans l'eau ou dans l'air.

15 établir clairement le rôle de tous les sites « critiques » dans le système, tels que les sites de haltes temporairement hautement productifs ou les « goulets d'étranglement » des migrations et s'assurer qu'ils soient inclus.

16 prévoir, selon une reconnaissance, que l'ensemble du système ne peut être aussi fort que les composantes écologiquement les plus vulnérables \*.

17 considérer l'utilisation d'une combinaison de raccordement « points chauds », servant de tampon, fournissant une capacité « de réserve » en cas de stress et de perturbation écologiques, et dans d'autres cas dispersant les risques sur plusieurs endroits. \*

18 sélectionner des aires dans un délai approprié pour définir l'éventail des variations naturelles.

19 prendre en compte l'utilisation de sites qui peuvent être intermittents et moins annuels mais qui ont une forme de site fidélité malgré tout.

20 inclure la capacité de la variabilité et de la résilience au changement, ainsi que la couverture des cycles normaux de migration.

21 prendre en considération les aspects moins visibles de la connectivité fonctionnelle, comme la génétique, les processus trophiques et les facteurs de risque climatique (dans ce dernier cas par exemple en prévoyant la dispersion et la colonisation des espèces lorsque la distribution change).

22 si nécessaire, construire un réseau en liant les systèmes de conservation basés sur les sites existants \*.

### **Evaluation des risques**

23 Évaluer les risques, le cas échéant, des éventuelles conséquences indésirables de la connectivité accrue à l'égard des espèces non-cibles, tels que les organismes pathogènes, les prédateurs problématiques, les concurrents écologiques et les espèces envahissantes; et le potentiel d'exacerber certains types de pressions humaines.

## **Connaissance et engagement**

24 Baser la conception et le fonctionnement du réseau sur des sciences bien documentées; mais aussi faire bon usage de la sagesse locale \*.

25 Impliquer vraiment les parties prenantes (c'est à dire en allant au-delà de la simple consultation, afin d'inclure leur participation active et leur influence dans la conception et l'exploitation du réseau, créant ainsi une base plus large de la «prise en main» dans le processus)\*.

26. Utiliser de façon appropriée des "espèces phares" pour promouvoir des programmes plus larges de conservation\*.

## **Le régime de mise en œuvre**

27 Assurer la cohérence et la coordination des réponses stratégiques et de gestion d'un endroit à l'autre.

28 Le cas échéant, créer des structures institutionnelles suffisamment fortes, vastes et influentes, soutenues par un accord explicite formel \*.

29 Adopter une approche de «gestion adaptative» (réglage à la lumière de l'expérience) \*. En particulier, envisager la nécessité d'adapter la conception et / ou la couverture du réseau en tenant compte de l'évolution des données de base, de nouveaux écosystèmes et des changements liés au changement climatique (tout en se prémunissant contre des allégations fallacieuses de changement irréversible basés sur des arrière-pensées).

## **ZONES UTILES POUR DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES**

1 Évaluer les réseaux écologiques individuels existants par rapport aux besoins de conservation des espèces migratrices en utilisant comme guide les recommandations et les points de bonnes pratiques de la présente Annexe, et abordant à la fois (i) la fonctionnalité du réseau pour soutenir les espèces migratrices et les migrations, et (ii) les dispositions des mécanismes de gouvernance et d'orientation pertinents pour assurer que les aspects relatifs aux espèces migratrices soient pleinement pris en compte.

2 Explorer les options pour obtenir des informations de synthèse à l'échelle mondiale sur les résultats de la mise en œuvre des actions définies dans la Résolution 10.3 alinéa 7 (pour déterminer si les Parties répondent aussi efficacement que possible aux besoins des espèces migratrices au long de leur cycle de vie et des aires de migration à l'aide de réseaux écologiques et du renforcement de la connectivité de l'habitat) et alinéa 9 (i) (pour évaluer dans quelle mesure et la manière dont les principaux systèmes d'aires protégées existants et les initiatives visant à promouvoir les réseaux écologiques répondent aux besoins des espèces migratrices au long de leur cycle de vie et les aires de migration) .

3 Dans le cadre du Plan stratégique 2015-2023 pour les espèces migratrices (COP Résolution 11 [xx]), étudier le champ d'application d'indicateurs utilisés pour cible [10] (sur les mesures de conservation par zone pour les espèces migratrices) afin de mettre spécifiquement en lumière les aspects liés au réseau tels que la représentativité et la connectivité.

4 Chercher des occasions pour diriger des recherches pertinentes (par exemple sur la répartition des animaux, les habitudes de déplacement, les analyses des lacunes des réseaux) poursuivant l'amélioration des connaissances et la compréhension de la conception et la mise en œuvre de réseaux écologiques de manière à tirer le maximum d'avantages pour les espèces migratrices.

5 Etudier les possibilités de poursuivre la collaboration et la synergie notamment avec les commissions OSPAR et HELCOM concernant le développement de méthodes d'évaluation de la cohérence du réseau pour tenir compte de la migration et des espèces migratrices.

6 Élaborer des orientations sur les moyens d'utiliser la cohérence du réseau comme un critère pour évaluer les propositions d'indemnisation de l'habitat dans les circonstances pertinentes (en s'appuyant sur le principe adopté dans l'Union européenne pour le réseau Natura 2000).

7 Développer des directives sur les méthodes de compensation pour la perte irrémédiable de la fonctionnalité, l'étendue et les autres valeurs des réseaux écologiques.

8 Acquérir davantage de connaissances et de capacité, en continuant à rassembler les outils et orientations existants et pertinents; et en développant de nouveaux outils, des conseils et des formations en cas de besoin.

9 Promouvoir davantage le transfert de l'expérience, des synergies et des approches cohérentes aux problèmes liés aux réseaux écologiques dans l'ensemble de la famille des instruments / initiatives de la CMS.

10 Utiliser des instances appropriées de collaboration entre les accords multilatéraux sur l'environnement en vue de promouvoir des synergies et des approches cohérentes aux problèmes liés aux réseaux écologiques, soutenues par les conclusions de l'examen stratégique de la CMS.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Veuillez noter que la Résolution 10.2, entre autres, "prie le Secrétariat, sous réserve de la disponibilité des ressources, de travailler avec les Parties et le Conseil scientifique et d'autres organisations internationales et régionales, y compris la Convention sur la Biodiversité, en organisant des ateliers régionaux et sous-régionaux afin de promouvoir la conservation et la gestion de sites critiques et des réseaux écologiques entre les Parties ».